



## Département des Statistiques d'entreprise



**PUBLICATION ANNUELLE**

**SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE  
DES ENTREPRISES EN 2024**

**24ème édition**

**Note de synthèse**

**NOVEMBRE 2025**



<b>Environnement macroéconomique en 2024</b>	<b>4</b>
<b>Evolution du chiffre d'affaires et des profits en 2024</b>	<b>5</b>
<b>Rentabilité des entreprises</b>	<b>6</b>
<b>Emploi dans les entreprises modernes</b>	<b>7</b>
<b>Capital productif des entreprises</b>	<b>8</b>
<b>Endettement des entreprises</b>	<b>9</b>

**Equipe technique**

**Supervision générale**

**TEDOU Joseph**, Directeur Général de l'INS

**SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin**, Directeur Général Adjoint de l'INS

**Coordination technique**

**AMOUGOU René Aymar Bertrand**, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

**FANDIO TCHABO Ferdinand**, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

**Equipe de rédaction**

**FANDIO TCHABO Ferdinand**, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

**DJIDAWO DIFFO Ninon Victor**, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

### **Résumé :**

La présente note synthétise la situation économique et financière des entreprises du secteur moderne en 2024, sur la base des données issues des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) de 1 129 entreprises représentatives du tissu productif national et réparties par branche d'activité. Au total, ces entreprises concentrent 88 % du chiffre d'affaires et 75 % des emplois permanents.

**Dans un contexte de crises et tensions géopolitiques persistantes, l'économie mondiale, en pleine reconfiguration, a fait preuve de résilience.** La croissance mondiale a ralenti, passant de 3,5% en 2023 à 3,3% en 2024. Parallèlement à cette modération de la croissance, l'inflation mondiale a poursuivi sa décélération à 5,7% en 2024, après 6,6% en 2023 ; tandis qu'on a observé un rebond du commerce mondial.

**Dans cet environnement, les entreprises nationales ont fait preuve de dynamisme. En effet, le chiffre d'affaires global hors taxes rebondit à 12,7% contre une hausse de seulement 0,9% en 2023.** Cette évolution est imputable, d'une part, au secteur tertiaire qui affiche une contribution de 6,9 points suite à une consolidation de 11,2% de chiffre d'affaires ; et, d'autre part, au secteur secondaire marqué par une hausse plus significative de 15,5%, après la baisse de 2,8% enregistrée en 2023. Le renchérissement des coûts des intrants, notamment dans les industries agroalimentaires, perturbe les conditions de production, entraînant une augmentation des prix de vente des produits manufacturés de ces industries. Cependant la marge bénéficiaire des entreprises s'est dans l'ensemble érodée de 1,1 points, traduisant une moindre reconstitution des bénéfices tirés de ventes de leurs produits et services.

**Dans cette même dynamique, la valeur ajoutée a affiché une progression de 6,8 % en 2024, plus significative que les 2,6% enregistrés en 2023.** Cet accroissement de la valeur ajoutée s'est soldé par une consolidation de l'excédent brut d'exploitation qui a progressé de 8,9%, après une relative stabilité autour de 0,5% en 2023.

**Le nombre d'emplois permanents s'est accru de 2,5 % en 2024, un taux plus modéré relativement au taux de 5,1% affiché en 2023.** Cette progression de l'emploi, bien que relativement faible, concerne tous les trois secteurs d'activité (primaire, secondaire, tertiaire), plus particulièrement le secteur primaire qui se place en tête avec un taux de 5,7%, en lien avec une accélération des investissements dans ce même secteur.

**Le rythme des investissements est resté soutenu ; les dépenses d'acquisition d'équipements, logiciels, actifs financiers et autres ayant progressé de 28,5 % en 2024 contre 8,8% en 2023.** Cette dynamique est marquée par une réorientation des stratégies d'investissements des entreprises, portées de plus en plus sur des opérations d'acquisition d'actifs financiers au détriment d'équipements physiques. En conséquence, l'outil de production des entreprises s'est légèrement détérioré, le taux de vieillissement des immobilisations progressant à 60,6% en 2024 contre 60,3% l'année précédente. En d'autres termes, l'outil de production a perdu près de six dixièmes de sa valeur initiale, en raison de divers facteurs, en occurrence l'usure et l'obsolescence.

**En conclusion, les entreprises du secteur moderne, bien que faisant preuve de dynamisme, présentent une rentabilité sous pression et un endettement structurellement élevé ; une configuration qui illustre tout de même une certaine fragilité financière des entreprises.**

## Environnement macroéconomique en 2024

En 2024, la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,3 %, soit une légère baisse de 0,2 point par rapport à 2023, (Perspectives de l'Économie Mondiale, FMI, octobre 2025). Ce ralentissement traduit l'essoufflement des performances dans plusieurs économies émergentes et en développement, en dépit d'une stabilité observée dans les pays avancés.

Dans les économies avancées, la croissance s'est légèrement renforcée, passant de 1,7 % en 2023 à 1,8 % en 2024. La zone euro affiche un taux de croissance de 0,8 %, nourri par la demande intérieure et la baisse des prix de l'énergie. Le Royaume-Uni a également affiché une nette amélioration, avec une croissance de 1,1 % contre 0,3 % en 2023. En revanche, le Japon a fortement ralenti, de 1,7 % à 0,3 %, sous l'effet de la contraction des exportations et d'une faible consommation. Aux États-Unis, la croissance s'est légèrement repliée à 2,8 %, traduisant l'essoufflement des mesures de relance post-covid-19.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est établie à 4,2 % après 4,4 % en 2023. Ce ralentissement s'explique principalement par (i) la baisse du rythme en Chine, passant de 5,2 % à 4,8 %, en raison de la crise immobilière et de l'affaiblissement

L'analyse par l'offre révèle des performances contrastées : une forte accélération dans le secteur primaire, un léger redressement du secteur secondaire malgré la chute des industries extractives, et un secteur tertiaire qui demeure le principal moteur de la croissance. En 2024, cette dynamique combinée a soutenu la progression globale de l'activité économique, portée notamment par la reprise agricole, le dynamisme du BTP et l'expansion continue des services.

Du côté de la demande, la croissance de 2024 a été principalement tirée par la demande intérieure, soutenue par la reprise vigoureuse des investissements publics et une progression modérée de la consommation privée, malgré le repli de la consommation publique. En revanche, la demande extérieure nette a continué de peser sur l'activité, les exportations reculant plus fortement que les importations, ce qui a accentué la contribution négative du commerce extérieur à la croissance.

de la demande mondiale (ii) la modération de l'activité en Inde, de 8,2 % à 7 %, malgré un marché intérieur solide et (iii) une demande toujours faible en Europe émergente.

En Afrique subsaharienne, la croissance est restée stable à 3,6 % en 2024. Le Nigéria a maintenu une performance modeste de 2,9 %, pénalisée par la faiblesse de la production pétrolière, tandis que l'Afrique du Sud a enregistré un léger mieux, atteignant 1,1 % contre 0,7 % en 2023 grâce à la reprise minière.

Dans la zone CEMAC, grâce à une conjoncture plus favorable en 2024, la croissance a été de 3,0 % contre 1,7 % en 2023. Cette progression est portée par (i) le dynamisme au Cameroun avec une croissance de 3,5 %, (ii) la remontée des prix du cacao et (iii) l'amélioration de l'approvisionnement en énergie.

En 2024, le Cameroun a démontré un dynamisme économique soutenu, avec une croissance portée à 3,5 %, contre 3,3 % en 2023, malgré un contexte toujours marqué par des pressions inflationnistes et des contraintes d'approvisionnement. Cette amélioration s'explique essentiellement par la bonne performance du secteur tertiaire sur le plan de l'offre et par la solidité de la demande intérieure.

S'agissant des prix, l'inflation a nettement ralenti, passant de 7,4 % en 2023 à 4,5 % en 2024, sous l'effet d'un resserrement monétaire, de la modération des prix alimentaires et du ralentissement des tarifs des services.

Outre le contexte macroéconomique, la présente note procède à l'analyse des indicateurs économiques et financiers des entreprises en 2024, en occurrence les agrégats tels que le chiffre d'affaires, l'emploi, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat net, les investissements, ainsi que des ratios comptables et financiers (taux de valeur ajoutée, productivité, rentabilité, solvabilité, etc.). Ce travail s'appuie sur des données de Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) d'un échantillon de 1 129 entreprises représentatives du tissu productif national et réparties par branche d'activité. Cet échantillon concentre 88 % du chiffre d'affaires total et 75 % des emplois permanents.

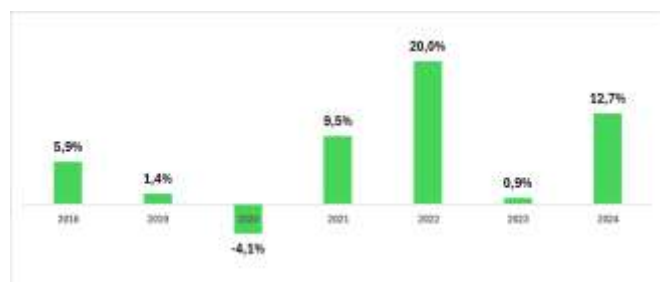


## Evolution du chiffre d'affaires et des profits en 2024

**Le chiffre d'affaires des entreprises modernes rebondit de 12,7% après la légère hausse de 0,9% en 2023.**

Cette évolution s'est manifestée dans tous les secteurs d'activité (primaire, secondaire, tertiaire). Le secteur primaire a une contribution de 0,4 point à la croissance du chiffre d'affaires, grâce à la forte hausse de 23,2% dans la branche Agriculture. Dans le secteur secondaire, la contribution atteint 5,4 points, portée par (i) une croissance record du chiffre d'affaires de 96,1% des industries du cacao, café, thé et sucre ; (ii) un rebond de 19,9% dans l'extraction des hydrocarbures ; (iii) 28,2% dans la fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques ; (iv) 11,1% dans les BTP et (v) 28,7% dans la transformation des céréales. Le secteur tertiaire est le principal contributeur, apportant 6,9 points à la croissance du chiffre d'affaires, sous l'effet du dynamisme du commerce de gros (+16,3%), des activités d'information et télécommunications (+10,2%), des services aux entreprises (+11,8%) et des activités d'assurance et d'intermédiation financière (+2,8%).

**Graphique 1 : Variations du chiffre d'affaires entre 2017 et 2024 (en %)**



Source : INS/Base de données des DSF

**La valeur ajoutée, après une croissance modérée de 2,6% en 2023, s'est redressée avec un taux de 6,8 % en 2024.**

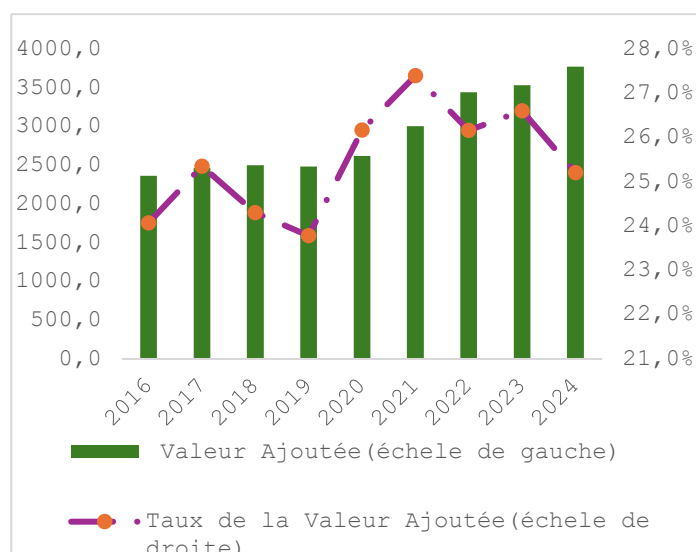
Cette performance, suffisamment proche de sa tendance à long terme de 6% sur la période 2016-2024, résulte principalement du dynamisme (i) de l'industrie manufacturière, en occurrence les industries de cacao, café, thé et sucre, des

industries de boisson, et de la fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques, (ii) de la construction, du commerce et des activités financières et d'assurances, des activités d'information et de télécommunications, des services aux entreprises. En revanche, les activités de transports, d'entreposage, de production et distribution d'électricité/eau/gaz, d'exploitation forestière et de transformation du bois ont freiné cette croissance.

Globalement, pour l'année 2024, la proportion des entreprises ayant dégagé une valeur ajoutée positive a continué de baisser, passant de 87,1% en 2022 à 86,3% en 2023 et désormais 85,4 %. Les entreprises qui en revanche ont présenté une VA négative en 2024 se répartissent dans tous les trois secteurs d'activité. Cependant c'est dans le secteur secondaire et le secteur primaire qu'il est observé un risque plus élevé d'entreprises ayant un problème fondamental dans leur cycle d'exploitation.

Le taux de valeur ajoutée, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires hors taxes, se situe à 25,2% en 2024, en légère baisse de 1,4 point par rapport 2023.

**Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA), de 2016 à 2024**

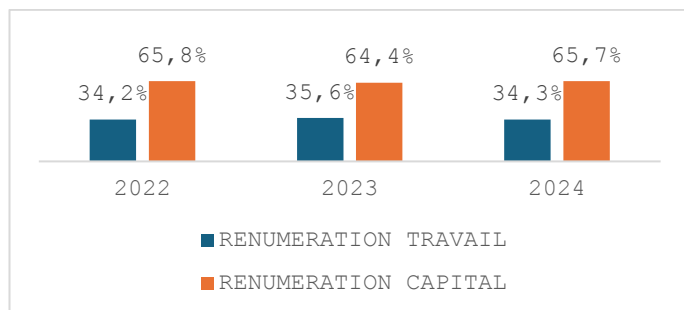


**L'Excédent brut d'exploitation**, défini comme la différence entre la valeur ajoutée et les charges de personnel, s'est accru de 8,9 %.

Cette progression est principalement portée par les industries des boissons ainsi que celles du cacao, du café, du thé et du sucre.

Le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail montre une quasi stabilité depuis 2022. En 2024, celui-ci attribue 65,7% de parts au capital et 34,3% au travail. Autrement dit, sur 100 francs de valeur ajoutée, le capital reçoit environ 66 francs; les 34 francs restants rémunèrent le facteur travail.

**Graphique 3 : Évolution du partage de la valeur ajoutée, de 2022 à 2024**



Source : INS/Base de données des DSF

**Le résultat net est resté excédentaire en 2024, mais affiche une baisse de 13,0% par rapport à 2023.**

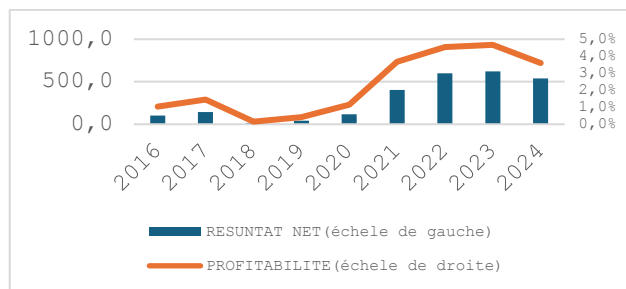
Cette situation est inhabituelle, car il faut remonter jusqu'en 2018 pour observer une telle évolution du résultat net. Les branches d'activité qui s'illustrent

par la baisse de leurs résultats nets sont : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques »; « Travail des grains et fabrication des produits amylacés »; « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires ». Globalement, 19 branches sur 37 sont déficitaires, dont 12 qui étaient dans la même situation en 2023.

**100 francs de chiffre d'affaires a généré 3,6 francs de bénéfice en 2024, soit un point en moins par rapport à 2023.**

Avec une hausse du chiffre d'affaires de 12,7%, combinée à la baisse du résultat net, le taux de marge bénéficiaire recule à 3,6% en 2024, soit 1,1 point en moins en comparaison à 2023. En d'autres termes, 100 francs de chiffre d'affaires a généré 3,6 francs de bénéfice au lieu de 4,7 francs comme en 2023.

**Graphique 4 : Évolution du résultat net (en milliards de FCFA) et du taux de profitabilité (en %), de 2016 à 2024**



Source : INS/Base de données des DSF

## Rentabilité des entreprises

**Prise dans l'ensemble, l'activité de production et d'investissement des entreprises s'est soldée en 2024 par une hausse de la rentabilité d'exploitation, mais avec une rentabilité financière sous pression.**

**Le rendement économique** (qui rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux Immobilisations brutes) s'est établi à 10,8% en 2024 contre 10,4% en 2023, conséquence d'une augmentation de la rotation de l'actif immobilisé qui passe de 0,62 à 0,65.

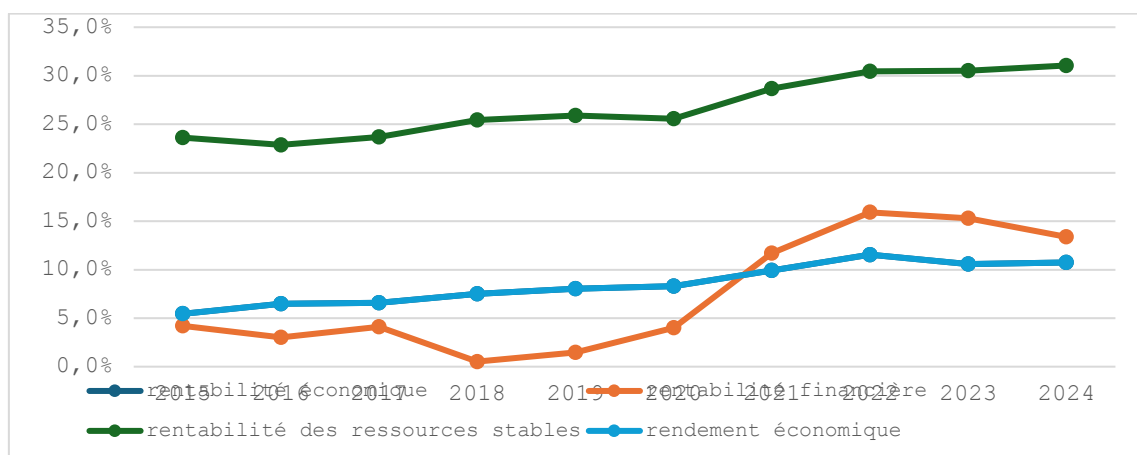
**Le taux de rentabilité des ressources stables**, mesurant le rapport entre l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et les ressources stables nettes des immobilisations financières, continue sa progression, s'établissant désormais à 31,1 %, après avoir franchi le seuil de 30% en 2022.

**La rentabilité économique**, définie comme le rapport entre l'Excédent Brut d'Exploitation et l'actif économique (immobilisations brutes plus besoin en fonds de roulement), s'est établie à 10,7 % en 2024, soit une amélioration de 0,1 point de pourcentage.

Le taux de rentabilité financière, qui mesure la capacité des capitaux investis par les actionnaires à générer un résultat bénéficiaire, s'établit à 13,4 % en

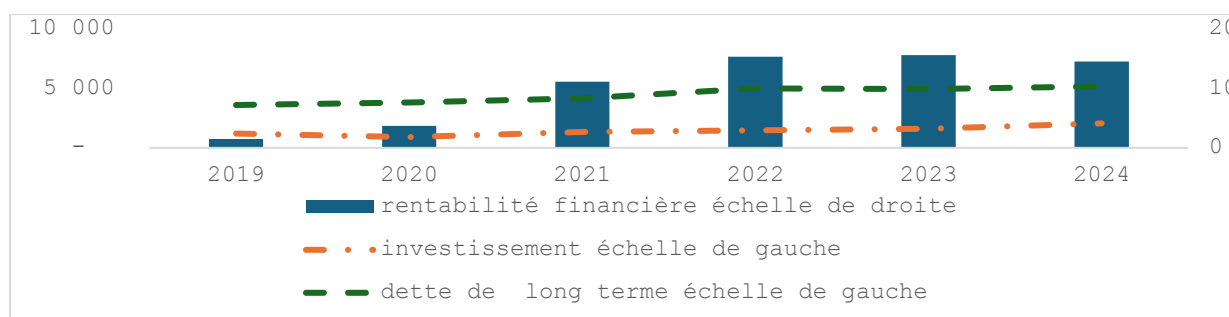
2024 contre 15,3% en 2023, poursuivant ainsi sa tendance baissière après le pic atteint en 2022.

Graphique 5 : Évolution de la rentabilité des entreprises modernes (en %), de 2015 à 2024



Source : INS/Base de données des DSF

Graphique 6 : Évolution de la rentabilité financière (en %), des investissements et des dettes de long terme (en millions de FCFA), de 2019 à 2024



Source : INS/Base de données des DSF

## Emploi dans les entreprises modernes

**Le nombre d'emplois permanents au sein des entreprises s'est accru de 2,5 % en 2024, en baisse de moitié par rapport à 2023.**

Cet accroissement se manifeste dans l'ensemble des trois secteurs d'activité (primaire, secondaire, tertiaire), plus particulièrement dans le secteur primaire où l'emploi progresse de +5,7 %. Cette performance s'explique par l'accélération des investissements dans ce secteur stratégique de l'économie nationale.

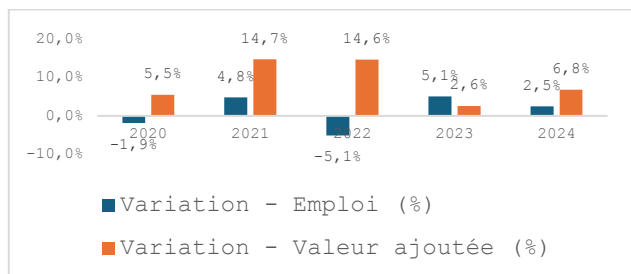
L'évolution des emplois permanents et de la valeur ajoutée s'est traduite par des gains de productivité. Ainsi, la productivité par tête pour l'ensemble des

entreprises s'est élevée à 17,2 millions de FCFA en 2024, contre 16,5 millions en 2023 et 16,9 en 2022.

Neuf (09) branches d'activité sur 37 enregistrent une productivité par tête élevée (supérieure à 17 millions de FCFA par employé). Le top 5 est constitué de : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » avec 345,6 millions de FCFA ; « Activités financières et l'assurance » avec 70,0 millions de FCFA ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » avec 51,0 millions de FCFA, « Fabrication de produits minéraux non métalliques » avec 45,6 millions de FCFA, et « Activité d'information et de

télécommunications » avec 41,5 millions de FCFA.

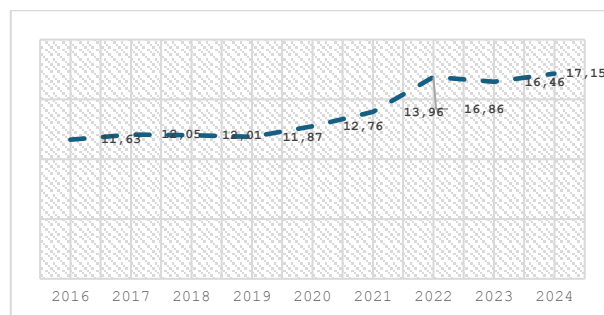
**Graphique 7 : Taux d'évolution des emplois permanents et de la valeur ajoutée, de 2020 à 2024**



Source : INS/Base de données des DSF

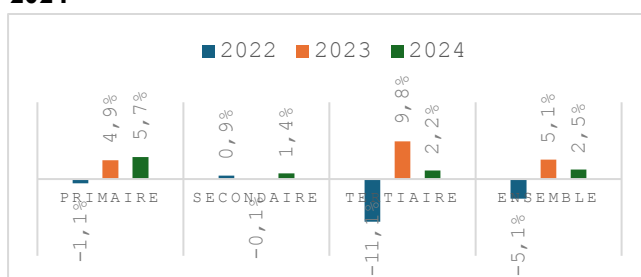
Les Charges moyennes de personnel ont été quasiment stables à 5,9 millions de FCFA par an et par employé. Quatorze (14) branches d'activité sur 37 affichent une charge moyenne de personnel élevée (supérieure à 5,9 millions de FCFA). Le peloton de tête est toujours occupé par la branche d'activité « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » avec 43,3 millions de FCFA, suivie de la branche « Fabrication de produits minéraux non métalliques » avec 16,2 millions.

**Graphique 8 : Evolution de la productivité par tête de 2016 à 2024**



Source : INS/Base de données des DSF

**Graphique 9 : Evolution des emplois par secteur d'activité dans le secteur moderne, de 2022 à 2024**



Source : INS/Base de données des DSF

## Capital productif des entreprises

**La dynamique des investissements entraine une légère hausse de la productivité apparente du capital à 16,4% en 2024, sous l'effet d'un relèvement de la rotation de l'actif.**

En 2024, dans un contexte de resserrement de la politique monétaire, les entreprises ont maintenu un effort d'investissement. En effet les investissements bruts progressent significativement de 28,5 % par rapport à 2023. Cependant, cette dynamique est marquée par une réorientation des stratégies d'investissements des entreprises, portées de plus en plus sur des opérations d'acquisition d'actifs financiers au détriment d'équipements matériels.

Les investissements se sont manifestés surtout (i) dans le secteur secondaire, en occurrence les activités de « Fabrication de produits minéraux non

métalliques », « Extraction des minerais », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et (ii) dans le secteur tertiaire, notamment les « Activités financières et d'assurance » et « Transport et entreposage ».

Le taux de vieillissement des immobilisations a légèrement progressé à 60,6% en 2024, après 60,3% l'année précédente. En d'autres termes, l'outil de production a perdu en 2024 près de six dixièmes de sa valeur initiale, en raison de divers facteurs, en occurrence l'usure et l'obsolescence.

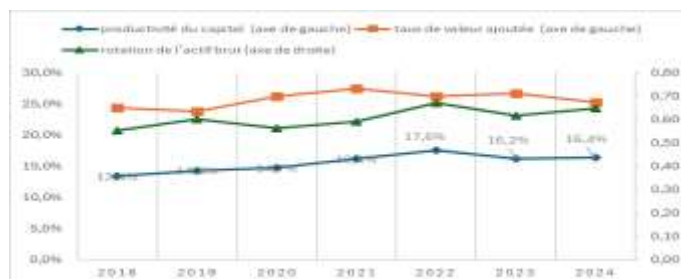
La productivité du capital s'est légèrement redressée à la hausse à 16,4% en 2024, après avoir baissé en 2023. Il faut observer que cette baisse mettait fin à une progression régulière depuis 2016.

L'intensité capitaliste a ralenti, s'établissant à 74,7 millions de FCFA par tête, un niveau quasi stable par rapport à 2023. Cette stabilité reflète un



renouvellement du capital productif en phase avec l'évolution de la main-d'œuvre.

**Graphique 10 : Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2018 à 2024 (en millions de FCFA)**



Source : **INS/Base de données des DSF**

## Endettement des entreprises

**L'insuffisance de fonds propres, en baisse à 12,4%, expose les entreprises au risque d'insolvabilité.**

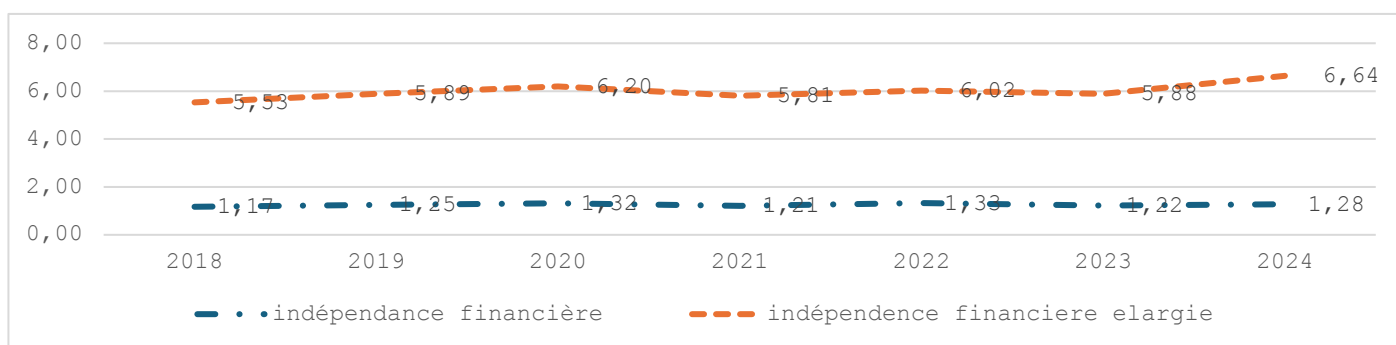
Les fonds propres des entreprises ont continué à s'inscrire dans une tendance baissière, représentant désormais 12,4% du bilan, un niveau historiquement bas depuis 10 ans. Cette situation expose des entreprises au risque de s'insolvabilité, pouvant entraîner des défaillances.

Des disparités s'observent selon les secteurs d'activité. Le secteur secondaire concentre la plupart des branches d'activité les plus fragiles, notamment « Industries du textile et de la confection », « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires », « Réparation et installation des machines et

équipements », « Fabrication de produits à base de céréales » et « Construction ». Dans le secteur tertiaire, l'activité « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » se distingue avec des fonds propres les plus bas. Enfin dans le secteur primaire c'est la « Sylviculture et exploitation forestière » qui est plus exposée.

Le coefficient d'endettement (rapport entre les dettes de long terme et les capitaux propres) passe de 1,22 en 2023 à 1,28 en 2024, s'éloignant davantage de la limite soutenable qui correspond à 1.

**Graphiques 11 : Evolution du ratio d'indépendance financière des entreprises entre 2018 et 2024**



Source : **INS/Base de données des DSF**

**En conclusion**, les entreprises du secteur moderne, bien que faisant preuve de dynamisme, présentent en 2024 une rentabilité sous pression et un endettement structurellement élevé ; une configuration qui illustre tout de même une certaine fragilité financière des entreprises.

Les résultats issus de la seconde phase du troisième recensement général des entreprises (RGE3) programmée en 2026, fourniront davantage des constats ou leçons susceptibles d'enrichir la liste des suggestions à formuler au gouvernement et aux opérateurs économiques pour accroître substantiellement la contribution des entreprises à la croissance, à l'emploi et à la soutenabilité budgétaire.



[www.ins-cameroun.com](http://www.ins-cameroun.com)

**Des statistiques de qualité pour un  
accompagnement sûr du Cameroun  
vers son émergence**

**Quality statistics to support  
Cameroon's emergence**

---

Institut National de la Statistique • National Institute of Statistics  
(+237) 222 22 29 98 - Rue 3025 - Quartier du Lac, Yaoundé - Cameroun • Cameroon  
infos@ins-cameroun.cm • [www.ins-cameroun.cm](http://www.ins-cameroun.cm)